

Louis ALIOT confirme que le Front National ne propose qu'une "Autre Europe" et qu'il élude la sortie de l'euro et de l'OTAN



Le vice-président du Front National, Louis Aliot, [vient de publier](#) - le 31 octobre 2013 - une "tribune" sur "Nations presse info" - l'un des sites Internet satellites du Front National -, pour répondre à une tribune hostile au Front National, publiée dans le journal *Le Monde* par M. Cukierman, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF).



Nations Presse.info

ACTUALITE » MUNICIPALES 2014 BREVES REGIONS » IN

Tribune libre – Louis Aliot répond au président du Crif

31 OCTOBRE 2013 JACQUES FRÈRE



Tribune de Louis Aliot, vice-président du Front National : réponse à Monsieur Cukierman, président du Crif, en riposte à sa tribune anti-FN publiée par le journal Le Monde

Réponse au président du Crif

Cher Monsieur Cukierman,

Je vous écris pour vous redonner le sommeil après les cauchemars qui hantent vos nuits. Pour ce faire, je vous livre un scénario auquel vous n'avez pas pensé et qui réglerait le problème de vos insomnies.

Rappelons que, dans l'entreprise familiale financée par les contribuables qu'est en réalité le Front National, M. Aliot est le compagnon de Mme Le Pen, donc le gendre présomptif du fondateur du parti.

Cette qualité n'est sans doute pas pour rien dans le fait que Mme Le Pen a décidé d'en faire son [salarié au Parlement européen](#) au titre des frais de collaborateurs des députés, et cela bien qu'il soit théoriquement interdit par la réglementation du parlement d'en faire bénéficier son conjoint.

Dans ce système clanique politico-familial, M. Aliot occupe une position doublement stratégique, à la fois dans l'organigramme du FN (vice-président), et dans l'organigramme de la Famille propriétaire du fonds de commerce (gendre présomptif du fondateur de la SARL). Cette double position lui confère une indubitable autorité pour parler au nom du FN, presque équivalente à celle du père fondateur et de sa fille, dont on devine qu'il n'est que le truchement lorsqu'il fait ce genre de déclarations publiques.

La dernière tribune du gendre présomptif, publiée de façon on ne peut plus officielle, est donc intéressante à examiner de près. Envisageant l'élection de sa dulcinée à l'Élysée - qui ferait de lui le « Premier Monsieur de France » -, Louis Aliot nous explique ce qui se passera alors, en nous présentant ce qu'il appelle son « scénario » :

« Le 14 mai 2017, le visage de Marine Le Pen apparaît sur les écrans, elle est la première femme élue présidente de la République de toute notre histoire.

[...]

Les premières mesures sont à l'image du nouveau pouvoir, démocratiques, souveraines, laïques. »

1°) CE QUE LE VICE-président DU FRONT NATIONAL DIT AU SUJET DE L'EUROPE

S'agissant de la question européenne et de la souveraineté nationale, le « scénario » du « Premier Monsieur de France » présomptif tient en un seul paragraphe que voici :

« Ensuite souveraines, car la France deuxième puissance de l'Union **appelle à la renégociation des traités et à la refondation d'un contrat européen par la négociation**. Elle emmène dans son sillage tous les pays épuisés par l'austérité mais aussi l'Allemagne qui sature de payer pour les autres et la Grande-Bretagne qui appelle à ce grand chamboulement depuis longtemps. La France n'est donc plus seule. La technocratie est aux abois, Barroso en congé et la Commission au placard. La souveraineté retrouvée et les nouvelles coopérations permettent un renouveau économique, une politique d'investissements productifs, **le retour du patriotisme économique** et un **protectionnisme raisonné qui relance l'économie européenne**, favorise la croissance et l'emploi. La jeunesse retrouve enfin un avenir. Le retour aux indépendances bancaires, la fin de la loi de 73 et la monétisation raisonnable de la dette permettent de réduire enfin celle-ci, de rassurer nos créanciers et d'investir pour l'avenir. »

Ce texte, dont on peut imaginer qu'il a été pesé et soupesé dix fois avant d'être publié, présente - comme par hasard - les mêmes caractéristiques que toutes les "professions de foi" électorales écrites diffusées par le FN, aussi bien pour les élections présidentielles que pour les élections législatives et les élections locales.

À savoir qu'il est imprécis à souhait (que signifie concrètement la formule « *Barroso en congé et la Commission au placard* » ?) et qu'il apporte explicitement deux confirmations :

- **1.1. - le Front National approuve le principe de la construction européenne**

Si M. Aliot appelle à « la refondation d'un contrat européen par la négociation », c'est bien que le FN approuve l'idée de base lancée par Robert Schuman à la demande de Jean Monnet et des Américains en 1950 : cette idée qui consiste à bâtir une structure politique spécifique regroupant les États du continent européen et les distinguant du reste du monde.

L'idée - exposée par l'UPR - que la France a des relations beaucoup plus puissantes avec les pays de la Francophonie qu'avec les pays de l'est de l'Europe, ou que l'Espagne est davantage tournée vers les pays hispanophones que scandinaves, ou que le Royaume-Uni a des liens bien plus étroits avec les pays du Commonwealth, etc., tout cela échappe au champ de réflexion du FN.

L'idée - exposée par l'UPR - qu'une telle construction continentale ne peut mener qu'à une cacophonie et à un auto-blocage constants échappe complètement au champ de réflexion du FN.

L'idée - exposée par l'UPR - que cet auto-blocage place fatalement le continent européen sous la coupe des États-Unis, seule puissance à même de faire émerger un consensus dans cet attelage absurde, ne fait pas non plus partie du champ de réflexion du FN. L'a-t-il même compris ?

En bref, sur tous ces points essentiels, déjà, les analyses du FN sont donc radicalement différentes, et opposées à celles de l'UPR.

- **1.2. - le Front National admet l'existence d'une prétendue « économie européenne », qui serait « relancée » par un « retour du patriotisme économique » et un « protectionnisme raisonné »**

Ces formulations de M. Aliot doivent être longuement méditées, et contemplées pour leur absurdité.

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Car, contrairement à ce qu'affirme le vice-président du FN, ce que révèle la crise de l'euro, c'est qu'il n'y a justement pas « d'économie européenne ».

Ce qu'il y a, ce sont **DES économies nationales différentes, sises sur le continent européen.**

Chacune ayant son propre secteur agricole, industriel et de services.

Chacune ayant sa propre compétitivité, évoluant à des rythmes historiquement toujours divergents.

Chacune ayant ses points forts et ses points faibles, à l'importation comme à l'exportation.

Chacune ayant ses traditions politiques et syndicales.

Chacune ayant sa propre pyramide des âges, sa propre démographie, son propre socle anthropologique.

Dans ces conditions, non seulement il est absurde d'imaginer que 17 économies différentes puissent durablement partager la même monnaie (avec les mêmes taux de refinancement et le même taux de change externe face au dollar), mais il est tout aussi absurde d'imaginer pouvoir bâtir un « patriotisme économique européen » - ce qui signifierait au passage qu'il existerait une « patrie européenne » - ou un « protectionnisme raisonné européen ».

Il suffit d'ailleurs d'avoir deux sous de jugeotte pour voir qu'un tel « protectionnisme raisonné » est impossible au niveau européen. Comment concilier, par exemple, les intérêts commerciaux de de la France ou de l'Italie - qui devraient protéger en urgence leurs industries textiles ou navales moribondes, ou leur industrie automobile en péril - :

- avec les intérêts commerciaux du Royaume-Uni ou des pays du nord de l'Europe - qui n'ont plus d'industrie textile et qui souhaitent tout au contraire importer le maximum de produits textiles à bas coût de Chine ou d'Asie du sud ?
- avec les intérêts du Luxembourg, de l'Autriche, de la Hongrie, de la Tchéquie qui n'ont pas d'industrie navale ?
- avec les intérêts de la Slovaquie ou de la Roumanie dont l'industrie automobile se nourrit précisément des délocalisations venues de France ou d'Italie et dont les intérêts commerciaux sont donc exactement antagonistes ?

Sur cette réflexion également essentielle, les analyses du FN sont donc radicalement différentes, et opposées à celles de l'UPR.

On reste d'ailleurs sidéré de constater qu'à un poste politique aussi en vue - et, qui plus est, dans un parti présenté par les médias comme le plus arc-bouté sur la défense des intérêts nationaux...- M. Aliot semble ne pas voir ces évidences. En évoquant le concept même d' « économie européenne », il ne fait que parler la langue des idéologues benêts de l'europhisme. À moins qu'il ne le fasse exprès, afin d'éluder les vrais sujets.

C'est cette seconde hypothèse qui est la bonne, comme le révèle l'examen, ci-après, de ce que M. Aliot prend grand soin de ne pas dire.



Ironie cinglante ou complaisance suspecte ? On se demande ce que vise au juste le site "RUE89 / NOUVEL OBSERVATEUR" en qualifiant Louis Aliot de « Boîte à idées de Mme Le Pen »...

2°) CE QUE LE VICE-président DU FRONT NATIONAL NE DIT PAS AU SUJET DE L'EUROPE

J'invite tous mes lecteurs à scruter à la loupe la "tribune" de M. Aliot, en la relisant mot à mot et dans tous les sens s'il le faut.

Ils ne pourront alors que constater ce qui suit :

- **2.1. - M. Aliot n'écrit nulle part que le FN veut faire sortir la France de l'euro.**

J'imagine que les militants les plus fanatisés du FN qui liront mon analyse m'objecteront aussitôt que ce n'est qu'un « détail », un « simple oubli ».

Le problème, c'est que cet « oubli » est tellement systématique au Front National qu'il est tout bonnement impossible de trouver la moindre analyse écrite ou la moindre "profession de foi" d'un candidat du FN, à quelque élection que ce soit, où il serait enfin écrit noir sur blanc que le FN compte faire sortir la France de l'euro.

Quant à la formule sur le « retour aux indépendances bancaires », c'est non seulement une expression absconse - qui n'est en rien synonyme de « sortie de l'euro » -, mais elle semble contradictoire avec la suite de la phrase (où l'on croit comprendre, bien au contraire, que les États donneraient des ordres aux banques centrales pour monétiser une partie des déficits publics).

- **2.2. - M. Aliot n'écrit nulle part que le FN veut faire sortir la France de l'Union européenne. Il n'y a bien entendu pas un mot sur l'article 50 du TUE.**

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Comme dans le cas précédent, je suppose que certains militants parmi les plus fanatisés du FN vont s'indigner que je « pinaille » et m'objecter que ce n'est qu'un autre « détail », un « autre oubli ».

Le problème, c'est que tous les cadres dirigeants du Front National semblent être victimes de cette même amnésie, d'un genre très particulier, qui consiste à « oublier » systématiquement de proposer aux électeurs que la France sorte unilatéralement de l'UE en mettant tout simplement en œuvre l'article 50 du TUE.

En attendant que l'Académie de Médecine ait eu le temps de se pencher sur cette maladie d'Alzheimer focalisée sur quelques mots, - qui frappe tout aussi cruellement les dirigeants du Front de Gauche et de DLR -, je suggère à mes lecteurs d'aller vérifier par eux-mêmes si ce que je dis est vrai ou faux, en lisant en remontant le temps :

- la "tribune" de Louis Aliot du 31 octobre 2013 analysée ici : <http://www.nationspresse.info/libres-propos/tribune-libre-louis-aliot-repond-au-president-du-crif>
- l'analyse très précise que nous avons faite le 23 décembre 2011 des propositions du FN avant l'élection présidentielle de 2012 : <http://www.agoravox.fr/actualites/politique/article/non-le-fn-ne-veut-pas-sortir-de-l-106818>
- la profession de foi de Mme Le Pen à l'élection présidentielle d'avril 2012 : <http://www.upr.fr/actualite/france/les-masques-tombent-les-professions-de-foi-de-le-pen-et-nda-ne-parlent-ni-de-sortir-de-l-ue-ni-meme-de-l-euro>



Pas le moindre engagement ni sur la sortie de l'euro ni sur la sortie de l'UE dans la profession de foi de Mme Le Pen à l'élection présidentielle de 2012 [voir les [scans](#) agrandis sur notre site.

- la [profession de foi](#) du Front National pour les élections européennes de juin 2009 :

LE 7 JUIN, PAS D'ABSTENTION ! À LA PROPORTIONNELLE, VOUS AUREZ DES ÉLUS FN

Construction européenne : ils vous ont arnaqués !



« Depuis 25 ans, la classe politique française vous a rendu une Union européenne qui devait apporter plein emploi, hausse du pouvoir d'achat, prospérité économique et protection. Aujourd'hui, la vérité éclate au grand jour. L'Union européenne est devenue un système totalitaire et son bilan est un véritable désastre économique et social : récession, délocalisations, mépris des peuples, explosion des prix depuis l'instauration de l'euro, disparition de notre agriculture, de notre pêche, de notre petit commerce, de notre artisanat, de nos industries et de nos services publics, immigration massive, destruction de notre identité nationale, de nos valeurs et de nos traditions, insécurité sanitaire.

Cette Europe est une véritable arnaque. Mais le déclin n'est pas une fatalité.

Originaire de ces belles provinces de l'Est qui connaissent le prix de l'indépendance nationale, mon ami Bruno Gollnisch n'est pas seulement un brillant universitaire, linguiste réputé, ancien avocat international et officier de marine de réserve. Il est surtout un patriote courageux, ardent défenseur des Français. Le 7 juin, tout est fait pour vous pousser à vous abstenir. Résistez ! Que pas une voix ne manque à la liste qu'il conduit.

Pour sauver la France, il faut changer l'Europe!

Ne laissez plus les autres décider à votre place. »

Jean-Marie Le Pen

EXIGEZ AVEC NOUS

- Une Europe qui lutte contre les délocalisations par le rétablissement de **frontières économiques**
- L'instauration et le respect du principe de **préférence nationale** et communautaire
- Le refus de tout impôt européen
- Une Europe qui garantisse la **protection sociale** et les **services publics**
- Une Europe respectueuse des **identités** et des **traditions nationales**, fidèle à ses **valeurs morales** et spirituelles
- Une politique d'**inversion des flux migratoires** au niveau national
- Une Europe **sans la Turquie**
- Une politique agricole qui garantisse notre **Indépendance alimentaire**
- La défense des libertés traditionnelles du **monde rural**, comme la chasse et la pêche
- Une **France souveraine** dans une Europe démocratique
- La **sécurité** des personnes et des biens par le rétablissement et le contrôle des frontières intérieures
- Le rétablissement de la primauté du **droit national** constitutionnel sur le droit européen
- Une protection nationale en faveur de la **défense des salariés et des épargnants**

Médiaparc 64 70 70 60 70

VOTEZ

Bruno GOLLNISCH

Député au Parlement européen - Vice-président du Front National
Professeur d'Université - Ancien avocat - Officier de marine de réserve

FN

LISTE FRONT NATIONAL

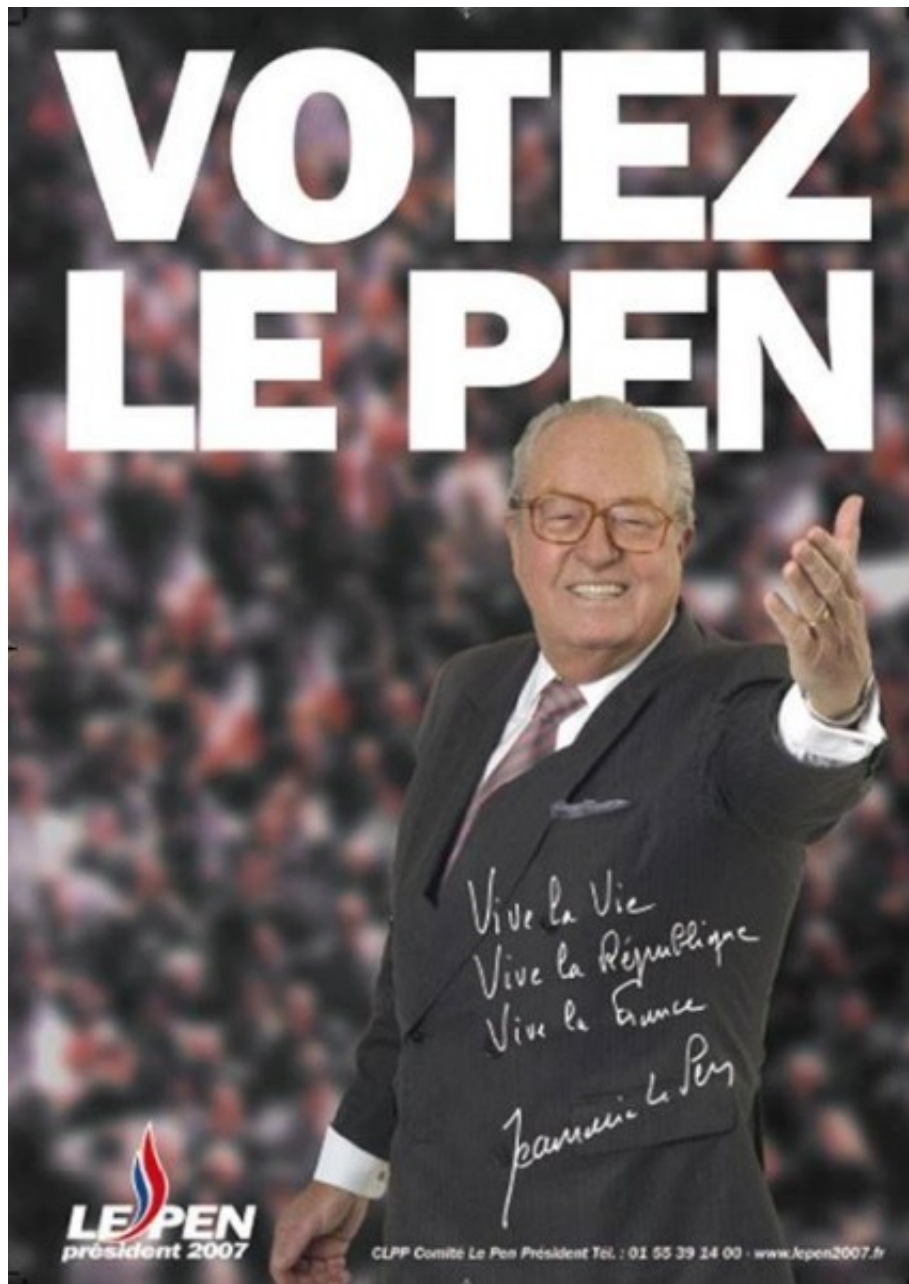
BP 10211 - 10005 Troyes cedex
 06 30 78 05 53
 contact@gollnisch2009.com

EXIGEZ AVEC NOUS

- Une Europe qui lutte contre les délocalisations par le rétablissement de **frontières économiques**
- L'instauration et le respect du principe de **préférence nationale** et communautaire
- Le refus de tout impôt européen
- Une Europe qui garantisse la **protection sociale** et les **services publics**
- Une Europe respectueuse des **identités** et des **traditions nationales**, fidèle à ses **valeurs morales** et spirituelles
- Une politique d'**inversion des flux migratoires** au niveau national
- Une Europe **sans la Turquie**

- Une politique agricole qui garantisse notre **Indépendance alimentaire**
- La défense des libertés traditionnelles du **monde rural**, comme la chasse et la pêche
- Une **France souveraine** dans une Europe démocratique
- La **sécurité** des personnes et des biens par le rétablissement et le contrôle des frontières intérieures
- Le rétablissement de la primauté du **droit national** constitutionnel sur le droit européen
- Une protection nationale en faveur de la **défense des salariés et des épargnants**

- la profession de foi de Jean-Marie Le Pen à l'élection présidentielle d'avril 2007 :
<http://www.politiquemaniam.com/professions-de-foi-presidentielle-2007-6-1.html>



Appel à la France et à tous les Français

Le 21 avril 2002, porté au second tour par vos suffrages, je vous avais dit :
« N'ayez pas peur, entrez dans l'espérance ! »

Mélas, dans un même élan de complicité destiné à tromper l'opinion, les partis du système UMP-UDF-PS-PC se sont sollicités pour maintenir leurs privilèges. Ils ont ainsi permis la réélection de Jacques Chirac. Cinq ans se sont passés depuis... Cinq ans de perdus.

Cinq ans désastreux pour notre pays : toujours plus de pauvreté, de chômage, de délocalisations, d'immigration, d'insécurité, toujours plus de dettes. Et toujours plus de promesses de la part de ceux qui, depuis trente ans, ont participé comme ministres ou apporté leur soutien à des gouvernements dont les politiques ont mis en péril notre indépendance, notre équilibre économique, notre stabilité sociale et notre identité nationale.

Leurs engagements d'aujourd'hui ne valent pas plus que leurs promesses passées.
Comment pourriez-vous croire qu'ils feront demain ce qu'ils n'ont ni su, ni pu, ni voulu faire hier ?

La France est aujourd'hui ruinée, démoralisée, humiliée et, pour la première fois de son histoire, chaque Français pense au fond de lui qu'il n'arrivera pas à assurer à ses enfants un avenir meilleur que le sien. **Il s'agit de tout perdre !** Ils ne vous ont laissé comme dernier privilège - pour combien de temps encore ? - que votre bulletin de vote. Mais, grâce à Dieu, celui-ci peut tout changer ! Vous l'avez montré, le 29 mai 2005, en rejetant la Constitution européenne.

En cinq ans, nous allons ensemble restaurer la souveraineté française, retrouver les frontières qui protègent notre peuple et notre économie, rétablir dans leurs droits légitimes les Français et leurs familles, retrouver nos libertés et la première d'entre elles : la sécurité, rendre à l'État son autorité et son rôle protecteur, rendre à chacun le bonheur et l'honneur d'être Français.

Ma vision de la France est réaliste et humaine car elle vise à assurer à chaque Français, quels que soient sa race, sa religion, ses choix personnels ou sa condition sociale, le choix de son avenir et la priorité dans son propre pays. **Mon projet est avant tout populaire** dans la mesure où les grands desseins de société ne peuvent se faire qu'avec le soutien du peuple souverain, par le référendum. Tout dans mon engagement politique témoigne de mon attachement aux libertés de chacun.

C'est parce que j'ai une haute considération pour les valeurs de la République française, que j'ai toujours défendues, et un profond respect de la dignité humaine que je dirigerai la France en rassemblant de tous ses fils et filles.

Je suis le candidat de la vérité contre le mensonge. Je suis le candidat de la lucidité contre l'aveuglement, le candidat du bon sens contre l'incompétence. Je suis le candidat des vraies réformes contre les candidats des fausses promesses. **Je suis le candidat de la France, de la vie, de l'avenir et de la paix** contre les candidats du mondialisme, des communautarismes, de l'argent-moi et des guerres. Je serai le défenseur de la France et des Français d'abord !

**Faites-moi confiance
pour incarner le Peuple et l'État.**

Jean-Marie Le Pen

Avril 2007



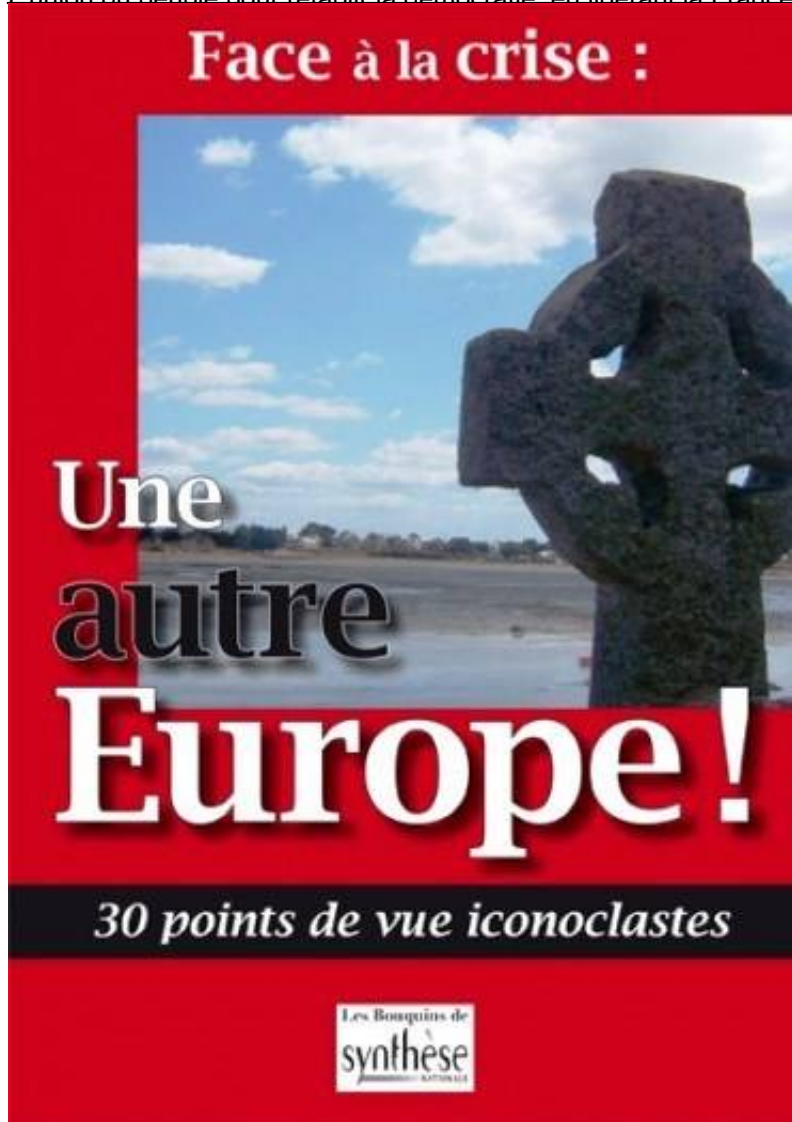
Pas le moindre engagement ni sur la sortie de l'euro ni sur la sortie de l'UE dans la profession de foi de Jean-Marie Le Pen à l'élection présidentielle de 2007.

- 2.3. - M. Aliot ne précise nulle part **COMMENT** le FN va obtenir la « renégociation des traités » qu'il promet.

M. Aliot agit ici comme le font, depuis des lustres, M. Le Pen, Mme Le Pen et toutes les professions de foi du Front National.

Mais il agit aussi comme le font M. Mélenchon, M. Dupont-Aignan, et tous ceux, à l'UMP, au PS, AU MODEM, à EELV, au NPA... qui promettent aux Français une mirobolante « renégociation des traités » débouchant sur une non moins mirobolante « [Autre Europe](#) » (« Europe des patries », « Europe qui marche », « Europe sociale », « Europe écologiste », « Europe des travailleurs », etc., etc.)

Comme tous ces bonimenteurs de la politique française, le vice-président du FN ne précise pas un instant, dans cette "tribune", **COMMENT** il va convaincre les 27 autres chefs d'État et de gouvernement à obtempérer en approuvant **À L'UNANIMITÉ** le projet - par d'ailleurs d'un flou artistique complet - qui serait celui de Mme Le Pen ?



Le fait que le FN refuse de proposer de sortir de l'UE et garde le plus grand silence sur le contenu précis de l'article 50 n'a rien d'étonnant. L'extrême-droite milite en effet depuis bien longtemps pour une « Autre Europe ».

C'est d'ailleurs le titre - à vrai dire bien peu original... - de cet ouvrage collectif paru l'an dernier (novembre 2012) aux Éditions Les Bouquins de Synthèse nationale, et qui regroupe notamment des contributions de Bruno Mégret, ancien n°2 du FN et fondateur du MNR, Franck Abed, écrivain, Serge Ayoub, Président de Troisième voie, Thibaut de Chasse, Président du Renouveau français, Pierre Descaves, ancien député FN, Luc Pécharman, membre du Bureau de la Nouvelle Droite Populaire, Enrique Ravello, responsable de Plateforme pour la Catalogne (Barcelone), Alain Renault, ancien secrétaire général du FN, Gilbert Sincyr, ancien président du GRECE, Robert Spieler, ancien député FN, Pierre Vial, ancien cadre dirigeant du FN et Président de Terre et peuple, partisan d'une Europe blanche et « néopaienne » -, Gabor Vona, Président de Jobbik (Budapest)...

CONCLUSION : LE VICE-PRÉSIDENT DU FN PRÉSENTE UNE VISION GÉOPOLITIQUE PARFAITEMENT EN PHASE AVEC CELLE DE L'OTAN ET DU "CHOC DES CIVILISATIONS"

En conclusion de son « scénario », M. Aliot saisit l'occasion de sa tribune adressée au président du Conseil CRIF pour se lancer dans l'amalgame consistant à dresser une équivalence entre l'immigration en général, l'immigration musulmane en particulier, et le terrorisme.

Il écrit en effet :

L'antisémitisme qui sévit aujourd'hui n'est-il pas l'apanage d'une immigration massive et communautarisée autour d'une religion fortement influencée par le fondamentalisme islamiste ? Cette radicalité religieuse n'est-elle pas financée par des puissances étrangères comme l'Arabie saoudite, le Qatar, l'Iran ou la Turquie ? Faut-il rappeler l'affaire Merah ? N'était-ce pas dans le quotidien Haaretz qu'un certain Cukierman avait déclaré en 2002 : « Le fait que Le Pen est un opposant catégorique à l'immigration musulmane en France est un message clair qui aidera à contenir la violence en provenance de cette immigration. » Votre dérapage était-il incontrôlé ou pensé ?

La dernière phase contient un aveu involontaire : elle nous confirme que le vice-président du FN est le premier à savoir que le « dérapage » d'un responsable politique n'est pas toujours « incontrôlé » mais qu'il peut aussi être « pensé », donc prémédité. Venant d'un membre lié à la Famille Le Pen, c'est un détail savoureux...

Mais surtout, ce que ce passage de la "tribune" de M. Aliot confirme, c'est que :

- le FN n'hésite pas à établir une équivalence entre l'immigration, l'immigration musulmane et le terrorisme.
- le FN incrimine au passage 4 États musulmans, dont 3 sont des alliés des États-Unis (Arabie Saoudite, Qatar, Turquie) et dont 1 est même membre de l'OTAN (Turquie)
- mais le FN ne dit pas un mot, ni là ni ailleurs, sur le rôle des États-Unis dans le soutien, désormais de notoriété publique, à des mouvements fondamentalistes musulmans. Il semble que M. Aliot ne se soit toujours pas rendu compte que l'action de Washington et de l'OTAN a consisté, depuis au moins une décennie, à déstabiliser tous les régimes laïcs ou progressistes du monde musulman (Afghanistan, Irak, Syrie, Libye), pour y laisser une situation de chaos et d'anarchie qui fait justement le lit de tous les extrémismes.

Sur ces questions, les analyses du FN apparaissent une fois encore comme étant radicalement différentes de celles de l'UPR.

Je rappelle en effet ici que l'UPR est l'un des très rares mouvements politiques français à dénoncer cet amalgame protéiforme entre l'immigration, l'islam et le terrorisme, dans lequel se complait le FN.

Il ne faut bien entendu pas être naïf et savoir surveiller toutes les menaces, d'où qu'elles viennent, y compris des mouvements fondamentalistes takfiristes. Mais, comme je l'ai démontré - statistiques policières à l'appui - lors de la présentation du programme de l'UPR le 3 décembre 2011, le "terrorisme djihadiste" reste tout-à-fait marginal ou même inexistant en France. L'écrasante majorité des actes terroristes commis en France sont le fait de mouvements autonomistes régionalistes, sur le financement et les commanditaires desquels le plus [grand flou persiste](#).

Plus globalement, la tribune de M. Aliot confirme une nouvelle fois que :

- **le FN ne parle jamais du rôle des États-Unis dans la prétendue « construction européenne »,**
- **le FN ne commente jamais les propos de François Mitterrand peu de temps avant sa mort sur le fait que « la France est en guerre mais les Français ne le savent pas. Ils sont voraces, les Américains, ils veulent un pouvoir sans partage sur le monde »,**
- **le FN ne propose jamais de faire sortir la France de l'OTAN** (et pas seulement cette demi-mesure impraticable qu'est la sortie du « commandement militaire intégré »),
- **le FN préfère toujours considérer que la principale menace qui pèse sur la France, ce n'est pas qu'elle est en train de devenir une colonie américaine, ce serait qu'elle risquerait d'être submergée par le fondamentalisme musulman.**

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~

En d'autres termes, la tribune de Louis Aliot confirme que la vision géopolitique du Front National, qui consiste à proposer une "Autre Europe" luttant contre le monde musulman, s'inscrit en fait dans la droite ligne exacte de la vision du "Choc des civilisations" promue par les think-tanks et les va-t-en guerre américains.

La preuve est ainsi faite une nouvelle fois que, lorsque l'on en arrive aux choses les plus sérieuses, - c'est-à-dire à la soumission complète de la France à l'ordre euro-atlantiste -, la prétendue opposition du Front National n'apparaît plus que comme une sinistre farce.

François Asselineau